

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 03

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Espace rencontre Trait d'Union - Convention d'objectifs et de financement 2019-2021 avec la CAF des Alpes Maritimes

<ul style="list-style-type: none">■ Original■ Expédition certifiée conforme à l'original <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p>Stéphane PINTRE</p>
--

N° Enregistrement : BC.2019.029

Date de la convocation : Le 05/03/2019
Certifié exécutoire compte tenu
de l'affichage en date du 26 MARS 2019
de la réception s/Préfecture en date du 26 MARS 2019
Pour le Président, La Responsable de Service

Corinne PAVAN SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 11 mars 2019

L'an deux mil dix-neuf et le 11 mars à 11h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaïne DEBRAS, Jean-Bernard MION, Damien BAGARIA, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Marguerite BLAZY

Madame SALUCKI,

Le service Trait d'Union de la C.A.S.A. situé sur la commune d'Antibes Juan les Pins exerce et développe depuis plusieurs années une mission de maintien des relations Enfants / Parents dans le cadre, d'une part d'une convention avec la Caisse d'Allocations Familiales dite CAFAM, et d'autre part d'une convention avec le Tribunal de Grande Instance de Grasse, relative à l'exercice du droit de visite.

Ce service se compose de quatre agents qualifiés dans l'accompagnement social et psychologique ainsi que la protection de l'enfance. Le budget de fonctionnement de ce service en 2018 est de 180 000 €, charges de personnel incluses.

Une partie de ces dépenses est prise en charge par des subventions provenant de la Caisse d'Allocations Familiales et du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance. A titre d'information, le montant total des subventions perçues en 2018 s'élevait à 63 063 €.

Depuis 1988, les Caisses d'Allocations Familiales contribuent à soutenir la fonction parentale afin de préserver les liens familiaux pour une meilleure prise en considération de l'intérêt des enfants. Les Espaces Rencontre sont définis comme des lieux neutres de rencontre, pour une période donnée, entre enfants et parents (ou toute personne titulaire d'un droit de visite) lorsque leurs relations sont interrompues ou rendues difficiles par le conflit.

Dans ce cadre, il avait été établi une convention d'objectifs et de financements fixant, pour la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2018, par délibération n° BC.2015.167, les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service « Espaces de rencontre » pour le service Trait d'Union.

Cette convention doit être renouvelée dans les mêmes termes.

Par ailleurs, dans le cadre de la convention renouvelée en 2017 avec le Tribunal de Grande Instance de Grasse et relative à l'exercice du droit de visite, adoptée par délibération n° CC.2017.055 du Conseil Communautaire en date du 26 juin 2017, l'article 7 prévoit que l'autorité judiciaire pourra participer à l'action par le versement d'une subvention.

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver la convention conclue entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes portant sur l'Espace Rencontre Trait d'Union, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ladite convention,
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à solliciter une demande de subvention auprès de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes Maritimes et du Ministère de la Justice et à signer tout acte s'y rapportant.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention conclue entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes portant sur l'Espace Rencontre Trait d'Union, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ladite convention,
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à solliciter une demande de subvention auprès de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes Maritimes et du Ministère de la Justice et à signer tout acte s'y rapportant.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 11 mars 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT



Espaces de Rencontre

Janvier 2019

Les conditions ci-dessous, complétées des « conditions particulières prestation de service Espaces de rencontre » et des « conditions générales prestation de service ordinaire », constituent la présente convention.

Entre :

La Communauté d'Agglomération de Sophia-Antipolis (CASA), représentée par M. Jean LEONETTI, Président, dont le siège est situé Mairie d'Antibes - BP 2205 - 06600 Antibes.

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

Et :

La Caisse d'allocations familiales des Alpes Maritimes, représentée par M. Yves FASANARO, directeur général, dont le siège est situé 47 avenue de la Marne 06100 Nice.

Ci-après désignée « la Caf ».

Article 1 : L'objet de la convention

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service « Espaces de rencontre » pour le service ci-après.

Nom de l'équipement : **Espace Rencontre Trait d'Union**

Lieu : 690 route de Grasse « Les Grenadines » – Bât A – 06600 ANTIBES

Article 2 : Le versement de la prestation de service

Le versement de la subvention «Espaces de rencontre» est effectué sous réserve des disponibilités de crédits, et de la production de documents intermédiaires d'activité à transmettre au 30 juin et 30 septembre de l'exercice du droit.

La fourniture des documents comptables après le 31 mars de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné entraînera un traitement non prioritaire du droit. Après le 31 décembre de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné, aucun versement ne pourra être effectué au titre de N.

Le paiement par la Caf est effectué en fonction des pièces justificatives, détaillées dans les « conditions particulières » de la présente convention, produites au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné.

- Acompte :

Au début de chaque année, la CAF verse au gestionnaire un acompte, dans la limite de 70 % du montant prévisionnel de la prestation de service, sur présentation des pièces justificatives fournies avant le 31 janvier de l'année concernée.

Chaque année un ajustement s'effectuera au moment de la liquidation du droit réel, basé sur le bilan d'activité et la production des justificatifs.

Le gestionnaire adresse à la CAF une attestation d'activité avant les : 10 juillet, 10 octobre de l'année N pour justifier de l'exécution du service.

L'absence de fourniture de justificatifs au **30 juin** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné peut entraîner la récupération des montants versés et le non versement du solde.

Article 3 : Le suivi des engagements et l'évaluation des actions

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi réalisé en concertation entre la Caf et le gestionnaire.

Ils conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements.

Article 4 : La durée de la convention

La présente convention de financement est conclue du **01/01/2019 au 31/12/2022**

« ☐ En cochant cette case, « le gestionnaire » reconnaît avoir pris connaissance des éléments constitutifs de la présente convention :

- les modalités ci-dessus dont il est établi un original pour chacun des signataires,
- les « conditions particulières prestation de service Espaces de rencontre » en leur version de Janvier 2015 , les « conditions générales prestation de service ordinaire» en leur version de Juin 2013, et de la charte de la Laïcité documents disponibles sur le site internet « www.caf.fr » de la Caf des Alpes-Maritimes, et « le gestionnaire » les accepte.

Fait à Nice, le 18 janvier 2019, en 2 exemplaires

La Caf
Le Directeur Général
de la Caisse d'allocations familiales
des Alpes-Maritimes

Le gestionnaire
Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Sophia-Antipolis

Yves FASANARO

Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 11/03/2019
Numéro : BC_2019_029
Nature : DE - Deliberations
Objet : Espace rencontre Trait d'Union - Convention d'objectifs et de financement 2019-2021 avec la CAF des Alpes Maritimes
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : yKhWUyP

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 26/03/2019
Identifiant : 006-240600585-20190311-BC_2019_029-DE

Acte reçu

Date : 11/03/2019
Numéro interne : BC_2019_029
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Espace rencontre Trait d'Union - Convention d'objectifs et de financement 2019-2021 avec la CAF des Alpes Maritimes
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190311-BC_2019_029-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_DE-006-240600585-20190311-BC_2019_029-DE-1-1_2.PDF

N